



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020
Délibération n°DCC2020_199

Objet	Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) : prescription, définition des objectifs, des modalités de concertation avec la population et des modalités de collaboration avec les communes
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Service Urbanisme
Thème	Urbanisme

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

1) Un Règlement Local de Publicité (RLP) : définition

Un RLP vise essentiellement à restreindre les possibilités d'affichage (publicités et pré-enseignes) résultant de la réglementation nationale, voire celles d'installation d'enseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Il peut également permettre la réintroduction de la publicité dans certains secteurs agglomérés où la loi l'interdit (abords des monuments historiques, périmètre des sites patrimoniaux remarquables, parcs naturels régionaux, sites inscrits...) ou dans des zones commerciales hors agglomération.

Un RLP est élaboré à l'échelle communale ou à l'échelle intercommunale, si l'EPCI est compétent en matière de documents d'urbanisme.

Le dossier, constitué d'un rapport de présentation (comprenant un diagnostic territorial ainsi que les orientations et objectifs de la commune ou de l'EPCI en matière de publicité extérieure), d'un règlement écrit, d'un zonage et d'annexes, est élaboré conformément aux dispositions qui régissent l'élaboration des PLU.

2) Un Règlement Local de Publicité (RLP) : prescription

A ce jour, seule la Ville de Landerneau dispose d'un Règlement Local de Publicité approuvé par le conseil municipal le 19 janvier 2001 ; celui-ci est menacé de caducité à court terme au vu de son ancienneté. Au regard des dernières dispositions législatives, le RLP de Landerneau deviendrait caduc, soit au 14 janvier 2021, soit au 14 juillet 2022 à condition que l'autorité compétente, c'est-à-dire la CCPLD, prescrive l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité avant le 14 janvier 2021.

Afin de maintenir la capacité d'appliquer une réglementation de publicité adaptée et choisie à l'échelle locale, notamment à l'échelle de son centre-ville patrimonial, la Ville de Landerneau a exprimé le souhait de conserver un RLP sur son territoire communal.

Néanmoins, la Communauté de Communes est aujourd'hui compétente pour élaborer ce document. Le transfert de la compétence en matière de documents d'urbanisme à la Communauté de Communes, opéré en 2015, a emporté de plein droit celui en matière de réglementation de la publicité. Dès lors, la Communauté est compétente pour élaborer un RLP qui doit être à l'échelle intercommunale obligatoirement (RLPi : Règlement Local de Publicité intercommunal). Un RLPi doit couvrir l'ensemble du territoire de l'EPCI. Toutefois, il peut prévoir pour certains secteurs ou communes le maintien de la réglementation nationale et ne comporter aucune règle locale.

3) Un Règlement Local de Publicité (RLP) : objectifs poursuivis

Si le besoin de la Ville de Landerneau motive, en premier lieu, le lancement d'un RLPi à l'échelle de la CCPLD, l'élaboration d'un tel document peut intéresser l'ensemble du territoire. En effet, le règlement local de publicité constitue un outil de planification de l'affichage publicitaire. Il permet notamment d'adapter la réglementation nationale aux spécificités locales, d'avoir un contrôle exhaustif des installations d'enseignes et de disposer de la compétence en matière de police de la publicité.

L'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal sur le territoire de la Communauté de Communes du pays de Landerneau-Daoulas vise à :

- ☞ s'approprier les objectifs de la réglementation nationale,
- ☞ rechercher une harmonisation des règles sur le territoire tenant compte des typologies des espaces,
- ☞ préserver le paysage des espaces sensibles du territoire : portes d'entrée, axes de circulation structurants, espaces naturels et du parc naturel régional d'Armorique, ...
- ☞ éviter la multiplication des dispositifs d'affichage notamment aux entrées des centralités, le long des axes de circulation,
- ☞ permettre la réintroduction de certaines formes de publicité dans des secteurs où la réglementation

nationale interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse l'autoriser (sites patrimoniaux remarquables de Landerneau, Daoulas, Trémaouézan, abords des monuments historiques, secteurs agglomérés du parc naturel régional d'Armorique, zones commerciales hors agglomération exclusives de toute habitation) afin de concilier les enjeux de préservation du patrimoine et du cadre de vie avec l'exercice des activités économiques et les nécessités de l'animation de la vie locale.

4) Un Règlement Local de Publicité (RLP) : objectifs et modalités de concertation

Conformément aux dispositions des articles L.153-8 et L.153-11 du code de l'Urbanisme, il est proposé que la concertation associant les habitants, les acteurs locaux et les autres personnes concernées soit mise en œuvre.

La concertation vise plusieurs objectifs :

- donner une information claire tout au long de la concertation,
- permettre au public et aux acteurs concernés d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables,
- sensibiliser la population et les acteurs concernés aux enjeux et objectifs de la démarche conduite et favoriser ainsi l'appropriation du projet,
- permettre au public et aux acteurs concernés de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la CCPLD.

Les modalités de la concertation seront les suivantes :

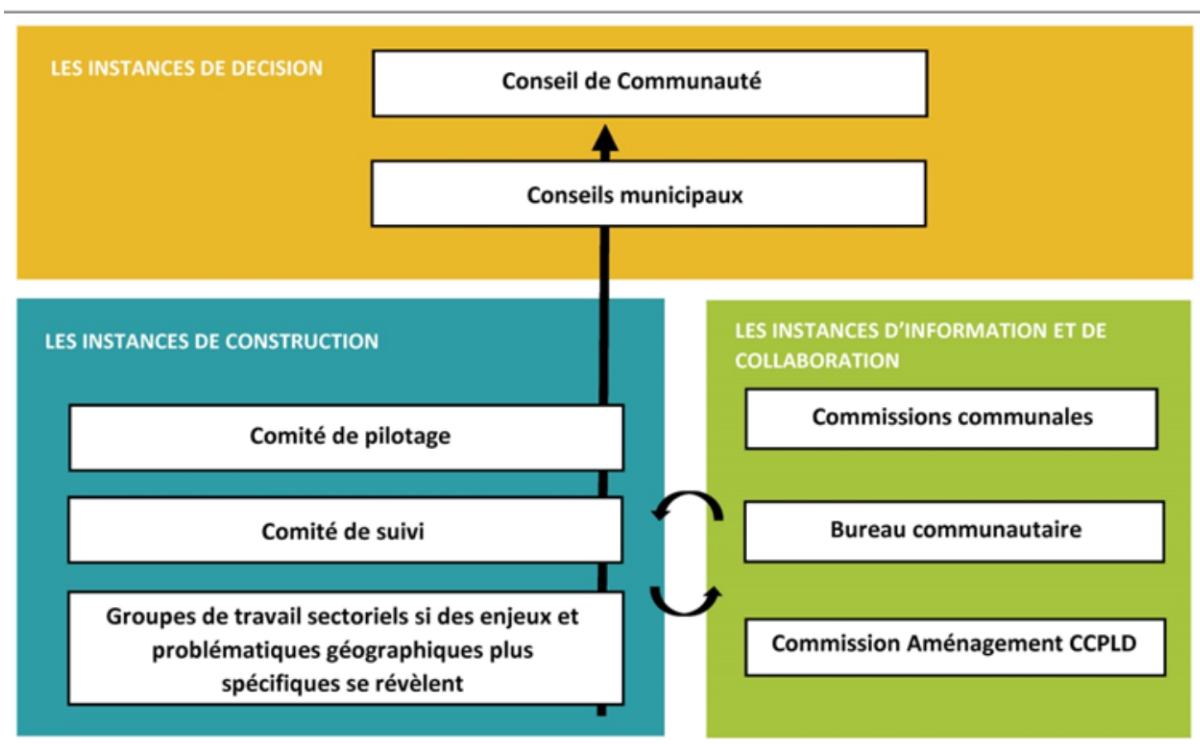
- ☞ la mise à disposition du public, au siège de la CCPLD, d'un dossier de concertation comprenant un contenu actualisé en fonction de l'avancée des études, ainsi qu'un registre pour permettre d'y consigner ses observations et propositions, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- ☞ la création d'une rubrique sur le site internet de la CCPLD comprenant les éléments du dossier de concertation ;
- ☞ l'organisation d'une ou plusieurs réunions publiques ;
- ☞ l'organisation d'une ou plusieurs réunions avec les associations, les acteurs économiques et les acteurs concernés à l'échelle du territoire ;
- ☞ le public pourra formuler ses observations et propositions, tout au long de la période de concertation, en les adressant :
 - par écrit à l'adresse suivante : Monsieur Le Président de la CCPLD – Règlement Local de Publicité intercommunal – 59, rue de Brest - Maison des Services Publics - BP 849 - 29208 Landerneau,
 - par courrier électronique à l'adresse suivante : rlpi@ccpld.bzh

5) Un Règlement Local de Publicité (RLP) : modalités de collaboration avec les communes

La loi Grenelle II a également prévu que le RLP soit élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures définies par le code de l'Urbanisme pour l'élaboration, la révision ou la modification des PLU (article L. 581-14-1 du code de l'Environnement).

Ainsi, conformément à l'article L. 153-8 du code de l'Urbanisme, le RLPi doit être élaboré « en collaboration avec les communes membres ». Il appartient donc au Conseil de Communauté en premier lieu, d'arrêter les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres.

Les maires des communes du territoire de la CCPLD ont été conviés à la première Conférence Intercommunale des Maires sur ce sujet, qui s'est tenue le 2 décembre 2020, au cours de laquelle les modalités de collaboration suivantes ont été examinées et débattues :



LES INSTANCES DE CONSTRUCTION

<p>Comité de pilotage</p>	<p>■ Composition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le président de la CCPLD - la vice-présidente en charge du projet (Aménagement Durable) - les maires des communes de la CCPLD ou leurs représentants <p>■ Rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définit la stratégie, les objectifs et les orientations du RLPI - fait des arbitrages et valide les propositions ainsi que les grandes étapes du projet
<p>Comité de suivi</p>	<p>■ Composition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vice-présidente en charge du projet - un ou plusieurs vice-présidents en fonction des thématiques abordées <p>■ Rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gère, anime et coordonne le projet - détermine le déroulé des étapes - travaille en lien resserré avec le ou les prestataires extérieurs - examiner, en amont, les documents présentés dans les autres instances
<p>Groupes de travail sectoriels dans le cas où des enjeux et problématiques géographiques plus spécifiques se révèlent</p>	<p>Dans les communes où les enjeux sont forts, un groupe de travail RLPI pourra être mis en place.</p> <p>■ Composition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le maire ou son représentant - accompagné d'un ou deux adjoints - possibilité d'associer les techniciens des communes en charge (à l'appréciation de chaque commune) <p>■ Rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alimente le projet sur des enjeux ou problématiques spécifiques

LES INSTANCES DE DECISION

Conseil de Communauté	Instance communautaire décisionnelle de la démarche, organe délibérant ■ Rôle : <ul style="list-style-type: none"> - prescrit l'élaboration du RLPi et les modalités de concertation et de collaboration - valide les différentes étapes de procédure, notamment l'arrêt du projet et l'approbation du RLPi
Conseils municipaux	Instance municipale décisionnelle participant à la démarche ■ Rôle : <ul style="list-style-type: none"> - débat sur les orientations du RLPi - donne un avis sur le projet de RLPi arrêté
LES INSTANCES D'INFORMATION ET DE COLLABORATION	
Commissions communales (si elles existent ou à défaut le conseil municipal)	■ Rôle : <ul style="list-style-type: none"> - relais de la démarche à l'échelle communale, partage l'information, prendre connaissance du projet et formule des remarques ou des avis ■ Organisation : <ul style="list-style-type: none"> - modalités à définir à l'échelle de chaque commune
Bureau communautaire	■ Rôle : <ul style="list-style-type: none"> - prend connaissance du projet et formule des remarques ou des avis ■ Organisation : <ul style="list-style-type: none"> - point d'étape régulier
Commission Aménagement CCPLD	■ Rôle : <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance du projet et formule des remarques ou des avis ■ Organisation : <ul style="list-style-type: none"> - point d'étape régulier en fonction de l'avancée du projet

A noter que dans l'ensemble de ces instances, la vice-présidente en charge du projet, les techniciens de la CCPLD en charge du dossier et le ou les prestataires extérieurs (bureau d'études ou autres) seront associés et présents, si besoin selon le format de la réunion.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu le code de l'Environnement, et notamment les articles L.581-14 et L.581-14-1,
 Vu le code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-8, L.153-11 et L.103-2,
 Vu l'arrêté municipal du 19 février 2001 portant règlement de la publicité, des enseignes et pré-enseignes sur le territoire de Landerneau,
 Vu la délibération du conseil de Communauté en date du 26 juin 2015 par laquelle le conseil de Communauté a approuvé le transfert de compétence 'plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale' au 1^{er} décembre 2015 à la CCPLD,
 Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu la délibération du conseil de Communauté en date du 28 février 2020 par laquelle le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
 Vu la Conférence Intercommunale des Maires du 2 décembre 2020,
 Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 25 novembre 2020
 Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 17 novembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : prescrire l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Article 2 : approuve les objectifs poursuivis et les modalités de concertation exposés ci-dessus,

Article 3 :arrête les modalités de collaboration entre la CCPLD et ses communes membres telles qu'exposées ci-dessus,

Article 4 : autorise le lancement d'une consultation pour retenir un prestataire chargé de réaliser les études nécessaires à l'élaboration du RLPI,

Article 5 : sollicite de l'État, selon les termes du 2e alinéa de l'article L.132-15 du code de l'Urbanisme, l'attribution d'une dotation permettant de couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du RLPI,

Article 6 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure, et notamment à signer tout acte, document et marché de prestations intellectuelles ou de services à cet effet.